

La proposition de sécurité présentée par l'Union soviétique n'était pas impressionnante, et les ministres occidentaux l'ont démolie rapidement le 12 et le 15 février. M. Dulles a fait observer qu'on visait évidemment à substituer ce plan à l'OTAN. M. Eden l'a assimilé à une sorte de doctrine de Monroe européenne, destinée à dissoudre l'OTAN tout en permettant à l'Union soviétique de conserver intact son système d'États satellites. M. Eden et M. Bidault ont tous deux déclaré que leurs pays attachaient beaucoup d'importance à la présence de troupes américaines en Europe occidentale. Poussé au pied du mur à plusieurs reprises par M. Bidault, M. Molotov s'est refusé à dire si son projet de traité de sécurité était compatible avec le Traité de l'Atlantique-Nord. Ses collègues occidentaux en ont donc conclu qu'il ne l'était pas. Si peu nombreux en Europe occidentale sont ceux qui préféreraient voir leur sécurité garantie par l'Union soviétique plutôt que par les États-Unis, que M. Molotov ne pouvait guère s'attendre à recevoir un appui considérable.

La CED, cible favorite

Si l'on résume la discussion du deuxième point, on peut constater que la cible favorite de la délégation soviétique était la CED. En soutenant que le plan Eden liait l'Allemagne à la CED, en proposant plutôt la neutralité allemande et en offrant en contrepartie un traité soviétique de sécurité, M. Molotov a eu recours à presque tous les moyens pour faire échouer ce plan. Presque tous, disons-nous, car, fait significatif, il est une chose dont il s'est abstenu: accepter le plan Eden en retour de la neutralité allemande. L'eût-il fait, les puissances occidentales auraient éprouvé de la difficulté à refuser l'offre. L'Allemagne aurait été réunifiée dans des conditions qui l'auraient bien disposée à l'égard de l'Occident, mais la CED aurait reçu le coup de grâce avant même d'avoir été mise sur pied. Que M. Molotov n'ait jamais fait cette offre à Berlin, cela prouverait, semble-t-il, que la détermination de l'Union soviétique à maintenir ses gains territoriaux en Europe orientale est plus forte en ce moment que sa haine même de la CED.

L'avant-dernier jour de la conférence, le 17 février, il y a eu un nouveau débat sur le deuxième point. Dans une certaine mesure, M. Molotov a repris l'initiative dans le débat de ce point en faisant deux propositions en vue d'un règlement partiel prévoyant la recherche d'une entente sur les effectifs de la police d'Allemagne occidentale et d'Allemagne orientale et la formation de deux comités panallemands dont l'un tendrait à améliorer les relations d'ordre économique entre les deux secteurs et l'autre, à favoriser leurs relations culturelles. M. Eden a admis que les puissances occidentales avaient elles-mêmes songé à un règlement partiel quelconque; lui et M. Dulles sont convenus que les propositions soviétiques méritaient une étude sérieuse. Le lendemain, dernier jour de la conférence, ils ont suggéré que les quatre hauts commissaires pour l'Allemagne entreprennent cette étude nouvelle; c'est là qu'a pris fin la discussion du deuxième point de l'ordre du jour.

Troisième point: traité autrichien

Le principal avocat de la thèse occidentale pour un règlement autrichien a été M. Leopold Figl, ministre des Affaires étrangères d'Autriche, qui a participé aux séances consacrées à cette question, du 12 au 18 février. Il a commencé l'exposé de son point de vue par un plaidoyer éloquent en faveur de la mise au point du traité relatif à l'État autrichien au sujet duquel des négocia-